

**PROJET DE PROFIL DES ÉTATS –
CONVENTION RECOUVREMENT DES ALIMENTS DE 2007**

Coordonné par le Bureau Permanent

* * *

**DRAFT COUNTRY PROFILE –
2007 CHILD SUPPORT CONVENTION**

Co-ordinated by the Permanent Bureau

*Document préliminaire No 3 d'août 2009 à l'intention
de la Commission spéciale de novembre 2009 sur la mise en œuvre de
la Convention de 2007 sur le recouvrement des aliments et
du Protocole de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*

*Preliminary Document No 3 of August 2009 for the attention
of the Special Commission of November 2009 on the implementation of
the 2007 Child Support Convention and of
the 2007 Protocol on the Law Applicable to Maintenance Obligations*

**PROJET DE PROFIL DES ÉTATS –
CONVENTION RECOUVREMENT DES ALIMENTS DE 2007**

Coordonné par le Bureau Permanent

* * *

**DRAFT COUNTRY PROFILE –
2007 CHILD SUPPORT CONVENTION**

Co-ordinated by the Permanent Bureau

AVANT-PROPOS AU PROFIL DES ÉTATS¹

Un État contractant peut utiliser ce Profil des États pour satisfaire à ses obligations, en vertu de la Convention sur le recouvrement international des aliments destiné aux enfants et à d'autres membres de la famille, de fournir des informations au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé (voir art. 57(2)).

Le document est divisé en deux phases. La Phase 1 inclut l'information requise en vertu des articles 4(3), 6(3) et 57 de la Convention ainsi que les autres informations qui seront nécessaires à la mise en œuvre de la Convention. La Phase 2 inclut des informations complémentaires pouvant faciliter l'application de la Convention.

Le Profil des États est un document uniformisé qui sera disponible aux États afin de le compléter, de le consulter ou de le mettre à jour électroniquement. Le Profil des États a pour but de faciliter :

- a) le respect des obligations de la Convention dans les délais et avec un minimum d'effort administratif ;
- b) les échanges d'informations entre les États contractants ;
- c) une traduction, peu coûteuse en anglais, en français, en espagnol et en d'autres langues exigées par les États contractants, des informations fournies par les États contractants ;
- d) le traitement exact et rapide des demandes par des gens bien informés ;
- e) un service rendu de manière compétente aux demandeurs en vertu de la Convention ;
- f) la mise à jour rapide de l'information fournie.

Cet avant-projet de Profil des États est basé sur le texte final du 23 novembre 2007 de la *Convention de La Haye sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*, tel que convenu à la Vingt et unième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ci-après appelé, pour les besoins du présent document, « la Convention ».

Cet avant-projet de Profil des États est conçu de manière à refléter une mise en œuvre de la Convention comme si aucune déclaration ou réserve n'avait été faite sur le champ d'application de la Convention (c'est-à-dire une mise en œuvre limitée au champ d'application obligatoire de la Convention).

¹ De l'année 2004 à l'année 2009, les experts suivants ont régulièrement pris part aux travaux du Sous-comité chargé du profil des États : Jorge Aguilar Castillo (Costa Rica), Mounia Allouch (Canada), Philip Ashmore (Royaume-Uni), Gay Bailey (Royaume-Uni), Ann Barkley, co-présidente (États-Unis d'Amérique), Margot Bean, ancienne co-présidente (États-Unis d'Amérique), Florence Borcy (Belgique), Annick Boulay-Bramley, co-présidente (Canada), Ioana Burduf (Roumanie), Zoe Cameron (Australie), Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique), Mary Dahlberg (États-Unis d'Amérique), Victoria Damrell (Royaume-Uni), Katie Donley (États-Unis d'Amérique), Michelle Douglas-Cummings (Canada), Hilde Drenth (Pays-Bas), Robert Fucik (Autriche), Margaret Haynes (États-Unis d'Amérique), Matthias Heger (Allemagne), Simon Kay (Australie), Irène Lambreth (Belgique), Katie Levasseur (Canada), Cynthia Lucas (États-Unis d'Amérique), Elizabeth Matheson (États-Unis d'Amérique), Danièle Ménard, ancienne co-présidente (Canada), Mathias Metzner (Allemagne), Anne Miller (États-Unis d'Amérique), David Mole (Australie), Tracy Morrow (Canada), Harald Schoen (Allemagne), Mariana Silveira (États-Unis d'Amérique), Boni Moraes Soares (Brésil), Carolin Speich (Allemagne), Amanda Stuart (Canada), Karlijne van Bree (Belgique), Ulrich Vogt (Allemagne), Anette Wermter (Allemagne) et LaShawn Williams (États-Unis d'Amérique). En outre, les experts suivants ont participé aux réunions du Sous-comité tenues à Ottawa (2006) et Londres (2007) : Agnieszka Borowska (Pologne), James Ding (Chine), Margot Greene (Barbade), Cristina Irimia (Roumanie), Collin Pipe (Royaume-Uni), Werner Schütz (Autriche), Anna Svantesson (Suède), Ana Maria Trejos (Costa Rica), Xu Yu (Chine) et Rostislav Zalesky (République tchèque).

TABLE DES MATIÈRES

PHASE 1	5
I – AUTORITÉS CENTRALES DÉSIGNÉES (ART. 4 DE LA CONVENTION)	5
1. Autorité centrale à laquelle toute communication doit être adressée.....	5
2. Autre autorité centrale désignée (le cas échéant)	5
3. Exigences linguistiques (art. 44 de la Convention)	6
4. Fonctions des Autorités centrales (art. 5 et 6 de la Convention).....	6
5. Fonctions spécifiques des Autorités centrales relatives aux demandes prévues au chapitre III (art. 6(2) de la Convention)	7
II – INFORMATIONS RELATIVES AUX DEMANDES EN VERTU DE LA CONVENTION (ART. 10 DE LA CONVENTION)	12
1. Demandes de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision rendue dans un État contractant (art. 10(1) <i>a</i>) de la Convention)	12
2. Demandes d'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans votre État (art. 10(1) <i>b</i>) de la Convention)	14
3. Demandes d'obtention d'une décision dans votre État (art. 10(1) <i>c</i>) et <i>d</i>) de la Convention)	16
4. Demandes de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans votre État (art. 10(1) <i>e</i>) et 10(2) <i>b</i>) de la Convention)....	21
5. Demandes de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans un État autre que votre État (art. 10(1) <i>f</i>) et 10(2) <i>c</i>) de la Convention)	24
III – INFORMATION CONCERNANT LA LÉGISLATION ET LES PROCÉDURES APPLICABLES EN MATIÈRE D'ALIMENTS DANS VOTRE ÉTAT (ART. 57(1) A) DE LA CONVENTION)	26
1. Obligations alimentaires envers un enfant	26
2. Obligations alimentaires concernant les autres membres de la famille	29
3. Information concernant les systèmes permettant de fournir des prestations à titre d'aliments (art. 36 de la Convention)	30
4. Informations relatives à la signification et à la notification des actes	30
IV – INFORMATIONS RELATIVES AUX RÈGLES ET PROCÉDURES D'EXÉCUTION DANS VOTRE ÉTAT (ART. 57(1) D) DE LA CONVENTION)	31
1. Informations générales concernant l'exécution dans votre État	31
2. Règles de protection du débiteur	31
3. Aperçu des procédures en matière d'exécution dans votre État	31
4. Mesures disponibles afin d'exécuter des décisions en matière d'aliments destinés aux enfants (art. 34 de la Convention)	32
V – AUTRES INFORMATIONS	33
1. Informations concernant le paiement (lieu où les paiements doivent être effectués) (art. 11(1) <i>f</i>) de la Convention)	33
PHASE 2	35
I – INFORMATIONS GÉNÉRALES	35
1. Aperçu des processus utilisés lorsqu'une demande est faite en vertu de l'article 10 de la Convention	35
2. Méthodes de calcul des aliments destinés aux enfants dans votre État	36
3. Établir la filiation	37
4. À la suite de la reconnaissance d'une décision par un autre État	37
5. Autres informations pouvant être utiles	38

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

PHASE 1

Dernière mise à jour du Profil des États : [INSÉRER LA DATE]

Les États sont invités à inclure des liens vers des sites Internet qui fourniront des informations complémentaires pertinentes. Les États ne doivent pas uniquement fournir un lien vers un site Internet à titre de réponse à quelques questions que ce soient.

I – AUTORITÉS CENTRALES DÉSIGNÉES (art. 4 de la Convention)

1. AUTORITÉ CENTRALE À LAQUELLE TOUTE COMMUNICATION DOIT ÊTRE ADRESSÉE

- a. Nom
- b. Adresse
- c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant
- d. No de téléphone
- e. No de télécopieur
- f. Courriel
- g. Adresse de site Internet
- h. Personne(s) à contacter
- i. Langue

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

2. AUTRE AUTORITÉ CENTRALE DÉSIGNÉE (LE CAS ÉCHÉANT)

- a. Nom
- b. Adresse
- c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant
- d. No de téléphone
- e. No de télécopieur
- f. Courriel
- g. Adresse de site Internet
- h. Personne(s) à contacter
- i. Langue

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

3. EXIGENCES LINGUISTIQUES (art. 44 de la Convention)	
a. Votre État exige-t-il que toute demande et document s'y rattachant soient accompagnés d'une traduction ? Si oui, dans quelle langue ? (art. 44(1) de la Convention)	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Dans la langue officielle de votre État ; <input type="checkbox"/> Dans une autre langue. Veuillez spécifier.
b. Votre État a-t-il plusieurs langues officielles ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.
c. Si vous avez plusieurs langues officielles dans votre État et que vous ne pouvez pas, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de votre territoire les documents dans l'une de ces langues, veuillez spécifier la langue dans laquelle les documents doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de votre territoire que vous avez déterminées. (art. 44(2) de la Convention)	
d. Pour les autres communications entre les Autorités centrales, vous opposez-vous à l'usage soit du français, soit de l'anglais ? (art. 44(3) et 62 de la Convention)	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Objection à l'anglais <input type="checkbox"/> Objection au français.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

4. FONCTIONS DES AUTORITÉS CENTRALES (art. 5 et 6 de la Convention)	
a. Est-ce que les fonctions conférées à l'Autorité centrale peuvent être exercées par des organismes publics ou d'autres organismes soumis au contrôle des autorités compétentes de votre État ? (art. 6(3) de la Convention)	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez compléter la question 4.b. ci-dessous.
b. Désignation et coordonnées de ces organismes, publics ou autres, ainsi que l'étendue de leurs fonctions. (art. 6(3) de la Convention)	Nom Adresse Étendue territoriale et/ou personnelle des fonctions No de téléphone No de télécopieur Courriel Adresse de site Internet Personne(s) à contacter

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>c. Avez-vous un accord avec un autre État contractant afin d'améliorer l'application de la présente Convention entre votre État et cet autre État contractant ?</p> <p>(art. 51 de la Convention)</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Accord bilatéral (veuillez fournir un lien vers un site Internet ou une copie de cet accord) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez fournir un lien vers un site Internet ou une copie de cet accord).</p>
--	---

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

5. FONCTIONS SPÉCIFIQUES DES AUTORITÉS CENTRALES RELATIVES AUX DEMANDES PREVUES AU CHAPITRE III (art. 6(2) de la Convention)	
<p>a. De quelle façon accordez-vous ou facilitez-vous l'octroi d'une assistance juridique dans votre État ?</p> <p>(art. 6(2) a) de la Convention et pour la définition de « assistance juridique » voir l'art. 3 c) de la Convention)</p>	<p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique n'est pas requise. Une assistance administrative est fournie ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique n'est pas requise dans la plupart des cas. Une assistance administrative est fournie. L'assistance juridique est fournie lorsqu'elle est requise ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique est fournie pour toutes les procédures, dont les appels ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique est fournie pour toutes les procédures, à l'exclusion des appels ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique est fournie par des juristes employés par l'Autorité centrale ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique est fournie par des juristes avocats employés par un organisme d'assistance juridique de l'État ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'assistance juridique est fournie par des avocats de pratique privée et financés par l'État ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p>
<p>b. De quelle façon aidez-vous à localiser un débiteur ou un créancier résidant dans votre État ?</p> <p>(art. 6(2) b) de la Convention)</p>	<p><input type="checkbox"/> L'Autorité centrale mène des recherches manuelles en utilisant les répertoires suivants disponibles au public :</p> <p><input type="checkbox"/> Annuaire téléphonique ;</p> <p><input type="checkbox"/> Liste électorale ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)

	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale mène des recherches automatisées en utilisant les bases de données gouvernementales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Base de données de la sécurité sociale ; <input type="checkbox"/> Base de données fiscales ; <input type="checkbox"/> Base de données relative à l'emploi ; <input type="checkbox"/> Base de données relative au transport ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumet une demande de localisation à un organisme public approprié fournissant des services de localisation. Veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumet une demande de localisation à un organisme privé fournissant des services de localisation. Veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> Base de données relatives au recensement de la population. <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>c. De quelle façon facilitez-vous la recherche des informations pertinentes relatives aux revenus et, si nécessaire, au patrimoine du débiteur ou du créancier résidant dans votre État, y compris la localisation de ses biens ?</p> <p>(art. 6(2) c) de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale a accès aux informations suivantes grâce aux bases de données qui lui sont disponibles : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Salaires ; <input type="checkbox"/> Autres revenus ; <input type="checkbox"/> Informations fiscales ; <input type="checkbox"/> Récépissés de prestation d'aide publique ; <input type="checkbox"/> Relevés d'institutions financières ; <input type="checkbox"/> Propriétés de véhicules motorisés ; <input type="checkbox"/> Registre foncier et des titres ; <input type="checkbox"/> Registre de biens meubles ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumet la demande à l'organisme public compétent pouvant obtenir des informations pertinentes sur les revenus et les actifs. Veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale contactera le débiteur ou le créancier et lui demandera de fournir des informations relatives à sa situation financière. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale exercera des pouvoirs légaux pour requérir des personnes ou des organismes de fournir des informations, le cas échéant. <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>d. De quelle façon encouragez-vous les règlements amiables afin d'obtenir un paiement volontaire des aliments destinés aux enfants, lorsque cela s'avère approprié par le recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres modes analogues ?</p> <p>(art. 6(2) d) de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Le recours à la médiation, à la conciliation, ou d'autres modes analogues est obligatoire pour chaque affaire de recouvrement d'aliments destinés aux enfants ; <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale encourage le recours à la médiation, à la conciliation, ou à d'autres modes analogues pour chaque affaire de recouvrement d'aliments destinés aux enfants ; <input type="checkbox"/> Le recours à la médiation, à la conciliation, ou à d'autres modes analogues dépendent des faits de l'affaire. Veuillez spécifier ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>e. De quelle façon facilitez-vous l'exécution continue des décisions en matière d'aliments destinés aux enfants, y compris les arrérages ?</p> <p>(art. 6(2) e) de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale est responsable de l'exécution. Les mesures d'exécution sont énumérées à la question IV.4.a. de la Phase I. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumet à l'organisme public approprié une demande aux fins d'exécution continue. Les mesures d'exécution sont énumérées à la question IV.4.a. de la Phase I. <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>f. De quelle façon facilitez-vous le recouvrement et le virement rapide des paiements d'aliments destinés aux enfants ?</p> <p>(art. 6(2) f) de la Convention)</p>	<p>Perception des paiements dans l'État requis</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale est responsable de la perception des paiements des aliments destinés aux enfants : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les paiements doivent être effectués en un lieu centralisé ; <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués en des points locaux ; <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par retrait pré-autorisé dans un compte tenu par une institution financière ; <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par des retenues sur salaire ; <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par chèque ou par mandat ; <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par carte de crédit ; <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués par des transferts électroniques de fonds ; <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être effectués en espèce ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale n'est pas responsable de la perception des paiements des aliments destinés aux enfants. Elle soumet à l'organisme public approprié une demande aux fins de perception continue. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale n'est pas responsable de la perception des paiements des aliments destinés aux enfants. La perception est prise en charge par un tiers du secteur privé. <p>Transfert des paiements à l'État requérant</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale ou l'organisme public est responsable du transfert des paiements des aliments destinés aux enfants : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être transférés par chèque ; <input type="checkbox"/> Les paiements peuvent être transférés par transfert électronique de fonds. <input type="checkbox"/> À la demande d'une Autorité centrale de l'État requérant, l'Autorité centrale obtiendra de l'organisme public compétent les informations concernant le transfert des paiements des aliments destinés aux enfants et les lui transmettra. <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>g. De quelle façon facilitez-vous l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre ?</p> <p>(art. 6(2) g) de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale applique les Conventions ou les traités suivants : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Convention de 1970 sur l'obtention des preuves ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale applique le droit interne pour obtenir des éléments de preuve documentaire ou autre. <input type="checkbox"/> En vertu des traités, Conventions, ou lois mentionnés plus haut, l'Autorité centrale est responsable des actes suivants : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Émettre une citation administrative à comparaître pour obtenir des éléments de preuve documentaire ou autre ; <input type="checkbox"/> Soumettre l'affaire à l'autorité compétente appropriée afin d'obtenir des éléments de preuve documentaire ou autre ; <input type="checkbox"/> Rechercher la production volontaire d'éléments de preuve documentaire ou autre ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>h. De quelle façon fournissez-vous une assistance pour établir la filiation lorsque cela est nécessaire pour le recouvrement d'aliments destinés aux enfants ? (art. 6(2) h) de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale fournira l'assistance suivante, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Coordonner le test génétique ; <input type="checkbox"/> Rechercher la reconnaissance volontaire de la filiation ; <input type="checkbox"/> Rechercher la détermination légale de la filiation via une procédure judiciaire ; <input type="checkbox"/> Rechercher la détermination de la filiation via une procédure administrative ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale soumettra une demande à l'autorité compétente appropriée lorsque l'établissement de la filiation est nécessaire au recouvrement des aliments. Veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>i. De quelle façon introduisez-vous ou facilitez-vous l'introduction de procédures afin d'obtenir toute mesure nécessaire et provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande pendante d'aliments destinés aux enfants (par exemple, le gel ou la saisie d'un bien de l'actif) ? (art. 6(2) i) de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale a compétence pour introduire de telles procédures ; <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale n'a pas la compétence pour introduire de telles procédures. Elle soumettra le cas à l'organisme public approprié afin qu'il introduise de telles procédures ; <input type="checkbox"/> De telles mesures provisoires ne sont pas disponibles en vertu du droit interne ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>j. De quelle façon facilitez-vous la signification et la notification des actes ? (art. 6(2) j) de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale se conforme aux exigences des Convention ou traités suivants : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Convention de 1965 sur la signification ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> L'Autorité centrale se conforme au droit interne régissant la signification et la notification des actes. <input type="checkbox"/> En vertu des traités, Conventions, ou lois énumérés ci-dessus, l'Autorité centrale est responsable dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Signification et notification des actes moyennant des frais ; <input type="checkbox"/> Signification et notification des actes sans aucuns frais à la charge du demandeur ; <input type="checkbox"/> Transmission à l'organisme public approprié des actes devant être signifiés et notifiés ; <input type="checkbox"/> Transmission à un organisme privé des actes devant être signifiés et notifiés ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

II – INFORMATIONS RELATIVES AUX DEMANDES EN VERTU DE LA CONVENTION	
1. DEMANDES DE RECONNAISSANCE OU DE RECONNAISSANCE ET D'EXÉCUTION D'UNE DÉCISION RENDUE DANS UN ÉTAT CONTRACTANT (art. 10(1) a) de la Convention)	
<p>a. Votre État a-t-il fait une réserve portant sur une base de reconnaissance et d'exécution conformément à l'article 20(1) c), e), f) de la Convention ? Veuillez cocher tout ce qui s'applique.</p> <p>(art. 20(1) c), e), f) de la Convention)</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Le créancier résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;</p> <p><input type="checkbox"/> La compétence a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties sauf dans un litige portant sur une obligation alimentaire à l'égard d'un enfant ;</p> <p><input type="checkbox"/> La décision a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l'état des personnes ou à la responsabilité parentale, sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité de l'une des parties.</p>
<p>b. Les renseignements suivants sont ceux exigée en vertu des articles 11 et 25 et que doit comporter une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision en matière d'aliments rendue dans un autre État contractant.</p> <p>**Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgence des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention.</p> <p>(art. 11, 25, 38, 39 et 40 de la Convention)</p>	<p><u>Concernant le créancier :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées) ;</p> <p><u>Concernant le débiteur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance, si connue (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse, si connue (exigée) ;</p> <p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ;</p> <p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs au soutien de la demande (exigés) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Informations ou documents spécifiés par déclaration conformément à l'article 63 (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés).</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>c. En vertu des articles 11(3) et 25, les documents suivants sont les seuls documents qu'un État peut exiger pour la reconnaissance ou la reconnaissance et l'exécution d'une décision en matière d'aliments rendue dans un autre État contractant. Veuillez cocher tout ce qui s'applique.</p> <p>(art. 11(3) et 25 de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Le texte complet de la décision ou des décisions (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Un document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine et, si la décision émane d'une autorité administrative, un document établissant que les conditions prévues à l'article 19(3) sont remplies à moins que cet État n'ait précisé, conformément à l'article 57, que les décisions de ses autorités administratives remplissent dans tous les cas ces conditions (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Si le défendeur n'a ni comparu, ni été représenté dans les procédures dans l'État d'origine, un document ou des documents attestant, selon le cas, que le défendeur a été dûment avisé de la procédure et a eu l'opportunité de se faire entendre ou qu'il a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester ou de former un appel, en fait et en droit (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Un document établissant le montant des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Dans le cas d'une décision prévoyant une indexation automatique, un document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine (exigé) ; <input type="checkbox"/> Un résumé ou un extrait de la décision établi par l'autorité compétente de l'État d'origine, au lieu du texte complet de la décision ou des décisions.
<p>d. Avez-vous un formulaire prescrit ou souhaité pour une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision ? Dans l'affirmative, veuillez en joindre une copie, un lien vers un site Internet ou les deux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui – le formulaire standard recommandé et publié par la Conférence de La Haye ; <input type="checkbox"/> Oui – le formulaire est joint ou est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) ou les deux.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>e. Les informations mentionnées plus haut sont-elles différentes lorsque la demande est faite par un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou un organisme public demandant le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments. Dans l'affirmative, veuillez spécifier.</p> <p>(art. 36 de la Convention)</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.</p>
<p>f. Existe-t-il quelque différence, en comparaison avec les informations mentionnées plus haut, si la demande est faite pour une obligation alimentaire autre qu'une obligation alimentaire destinée aux enfants ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

<p>2. DEMANDES D'EXÉCUTION D'UNE DÉCISION RENDUE OU RECONNUE DANS VOTRE ÉTAT (art. 10(1) b) de la Convention)</p>	
<p>a. Outre le contenu exigé en vertu de l'article 11, et qui est présélectionné, quelles sont les <u>informations</u> dont vous avez besoin afin de traiter une demande d'exécution d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue ou reconnue dans votre État ?</p> <p>**Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgateion des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention.</p> <p>(art. 11, 38, 39 et 40 de la Convention)</p>	<p><u>Concernant le créancier :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p> <p><u>Concernant le débiteur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance, si connue (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse, si connue (exigée) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu ;</p> <p><input type="checkbox"/> Situation financière, si connus ;</p> <p><input type="checkbox"/> Nom et adresse de l'employeur, si connus</p> <p><input type="checkbox"/> Nature et lieu de situation des biens, si connus ;</p> <p><input type="checkbox"/> Toute autre information pouvant aider à localiser le débiteur ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

	<p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Modalités de garde ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p> <p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs au soutien de la demande (exigés) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements des aliments destinés aux enfants doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p>
<p>b. Quels <u>documents</u> exigez-vous pour accepter une demande d'exécution en matière d'aliments destinés aux enfants rendue ou reconnue dans votre État ? Veuillez spécifier si les documents doivent être des originaux et si les copies doivent être certifiées.</p> <p>(art. 25 de la Convention)</p>	<p><input type="checkbox"/> Un texte complet de la décision ou des décisions ;</p> <p><input type="checkbox"/> Un document établissant l'état des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué ;</p> <p><input type="checkbox"/> Dans le cas d'une décision prévoyant une indexation automatique, un document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés ;</p> <p><input type="checkbox"/> Un document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite dans l'État d'origine ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p>
<p>c. Pouvez-vous accepter une demande d'exécution d'une décision portant uniquement sur une période antérieure ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.</p>
<p>d. Avez-vous un formulaire prescrit ou recommandé pour une demande d'exécution d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue ou reconnue dans votre État ? Dans l'affirmative, veuillez en joindre une copie.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui – le formulaire standard recommandé et publié par la Conférence de La Haye ;</p> <p><input type="checkbox"/> Oui – le formulaire est joint ou est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) ou les deux.</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>e. Les informations mentionnées plus haut sont-elles différentes lorsque la demande est faite par un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou un organisme public demandant le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments. Dans l'affirmative, veuillez spécifier.</p> <p>(art. 36 de la Convention)</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.</p>
<p>f. Existe-t-il quelque différence, en comparaison avec les informations mentionnées ci-dessus, si la demande est pour une obligation alimentaire autre qu'une obligation alimentaire destinée aux enfants ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

<p>3. DEMANDES D'OBTENTION D'UNE DÉCISION DANS VOTRE ÉTAT (art. 10(1) <i>c</i>) et <i>d</i>) de la Convention)</p> <p>Ajouter à la version électronique du Profil une fonction permettant de répéter les réponses données aux questions à la section II.3 aux questions similaires posées aux sections II.4 et II.5.</p>	
<p>a. Dans toute action concernant l'établissement des aliments, dont les demandes en vertu de l'article 10(1) <i>c</i>) et <i>d</i>), quelles sont les bases de compétence dans votre État pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants ? Veuillez cocher toutes celles qui s'appliquent.</p>	<p><input type="checkbox"/> Le défendeur résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;</p> <p><input type="checkbox"/> Le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en se défendant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en était offerte pour la première fois ;</p> <p><input type="checkbox"/> Le créancier résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'enfant pour lequel des aliments ont été accordés résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance, à condition que le défendeur ait vécu avec l'enfant dans cet État ou qu'il ait résidé dans cet État et y ait fourni des aliments à l'enfant ;</p> <p><input type="checkbox"/> La compétence a fait l'objet d'un accord par écrit entre les parties, sauf dans un litige portant sur une obligation alimentaire à l'égard d'un enfant ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'autorité a compétence sur une question relative à l'état des personnes ou à la responsabilité parentale, sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité de l'une des parties ;</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

	<input type="checkbox"/> Nationalité du créancier ; <input type="checkbox"/> Nationalité de la personne pour qui des aliments sont demandés ; <input type="checkbox"/> Nationalité du débiteur ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>b. Est-il possible de demander l'exécution d'une décision en l'indiquant dans la demande visant à l'obtention de cette décision ?</p>	<input type="checkbox"/> Oui, une autre demande n'est pas nécessaire pour l'exécution si elle est requise dans la demande pour l'obtention d'une décision ; <input type="checkbox"/> Non, une demande distincte pour l'exécution est exigée.
<p>c. Outre le contenu exigé en vertu de l'article 11, et qui est présélectionné, quelles sont les <u>informations</u> dont vous avez besoin afin de traiter une demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants ?</p> <p>**Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgence des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention.</p> <p>(art. 11, 38, 39 et 40 de la Convention)</p>	<p><u>Concernant le créancier :</u></p> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ; <input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée) ; <input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées) ; <input type="checkbox"/> Situation financière ; <input type="checkbox"/> Actif et passif, si connus ; <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <p><u>Concernant le débiteur :</u></p> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance, si connue (exigée) ; <input checked="" type="checkbox"/> Adresse, si connue (exigée) ; <input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu ; <input type="checkbox"/> Situation financière, si connus ; <input type="checkbox"/> Nom et adresse de l'employeur, si connus ; <input type="checkbox"/> Nature et lieu de situation des biens, si connus, <input type="checkbox"/> Toute autre information pouvant aider à localiser le débiteur ; <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

	<p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Identification des parents ;</p> <p><input type="checkbox"/> Modalités de garde ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p> <p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs au soutien de la demande (exigés) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements d'aliments destinés aux enfants doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Historique du dossier, veuillez spécifier (par exemple, s'il existe ou non un accord entre les parties) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Antécédents familiaux, veuillez spécifier (par exemple, si les parties sont mariées, combien elles ont d'enfants) ;</p> <p><input type="checkbox"/> La date à partir de laquelle les aliments sont demandés ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'opinion du demandeur quant au montant approprié des aliments ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p>
<p>d. Quels <u>documents</u> exigez-vous pour accompagner une demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants ? Veuillez spécifier si les documents doivent être des originaux et si les copies doivent être certifiées.</p> <p>(art. 11(3) de la Convention)</p>	<p><input type="checkbox"/> Preuve de naissance (certificat de naissance) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Preuve de l'obligation de fournir des aliments</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, veuillez vous référer à la question II.3.g.</p> <p><input type="checkbox"/> Déclaration financière :</p> <p><input type="checkbox"/> Créancier ;</p> <p><input type="checkbox"/> Enfant ;</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

	<input type="checkbox"/> Statut de l'enfant : <input type="checkbox"/> Preuve que l'enfant fréquente l'école secondaire ou une institution d'étude supérieure ; <input type="checkbox"/> Preuve d'invalidité ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> Toute décision rendue en matière d'aliments destinés aux enfants ou accord par écrit entre les parties, ou se rapportant à tout enfant pour lequel les aliments sont demandés ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>e. Existe-t-il une date butoir pour présenter une demande d'obtention d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer le délai applicable.</p>	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Dans les _____ années suivant la séparation des parents. Veuillez spécifier le nombre d'années ; <input type="checkbox"/> Avant l'expiration de la durée habituelle d'une obligation alimentaire (voir III.1.g) ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>f. Est-il nécessaire que le demandeur établisse l'existence d'une obligation de fournir des aliments lorsqu'une demande est faite pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants ?</p>	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
<p>g. Dans l'affirmative, par quels moyens le demandeur peut-il prouver l'existence d'une obligation de fournir des aliments ?</p>	<input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un certificat de mariage démontrant que le débiteur était marié à un parent de l'enfant lorsque l'enfant est né ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un certificat d'union civile démontrant que le débiteur était dans une union civile avec le parent de l'enfant quand l'enfant est né ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un affidavit / une attestation établissant que le débiteur vivait avec le parent de l'enfant lorsque l'enfant est né ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un certificat de mariage démontrant que le débiteur était marié à un parent de l'enfant quand l'enfant a été conçu ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un certificat d'union civile démontrant que le débiteur était en union civile enregistrée avec un parent de l'enfant quand l'enfant a été conçu ;

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un affidavit / une attestation établissant que le débiteur vivait avec un parent de l'enfant quand l'enfant a été conçu; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie du certificat de naissance démontrant que le débiteur est enregistré comme étant un parent de l'enfant ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie d'une inscription sur un registre de naissance démontrant que le débiteur est enregistré comme étant un parent de l'enfant ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie d'un document écrit dans lequel le débiteur présumé reconnaît la filiation ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie d'un certificat d'adoption attestant que le débiteur a légalement adopté l'enfant ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie des résultats d'un test génétique qui indiquent de fortes probabilités que le débiteur est l'un des parents de l'enfant ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit un affidavit / une attestation établissant que durant les deux premières années de la vie de l'enfant, le débiteur a résidé avec l'enfant et a ouvertement agit comme si l'enfant était le sien ; <input type="checkbox"/> Le demandeur fournit une copie d'une décision d'une autorité compétente qui a établi la filiation ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>h. Existe-t-il une date butoir pour établir la filiation ou l'obligation de fournir des aliments ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer le délai applicable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Avant l'expiration de la durée habituelle d'une obligation alimentaire (voir III.1.g) ; <input type="checkbox"/> L'enfant a deux ans ; <input type="checkbox"/> L'enfant a cinq ans ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>i. Quels sont dans votre État les coûts assumés par le créancier pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments, dont les procédures d'appel ? Veuillez inclure tous les coûts survenant en pratique (par exemple, les frais judiciaires, les frais d'une autorité administrative, les frais d'experts, les frais légaux).</p>	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

j. Le créancier peut-il réclamer du débiteur le remboursement des dépenses qu'il a prises à sa charge (par exemple, pour un avocat) ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.
k. Avez-vous un formulaire prescrit ou souhaité pour une demande d'obtention d'une décision ? Dans l'affirmative, veuillez en joindre une copie, un lien vers un site Internet ou les deux.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui – le formulaire standard recommandé et publié par la Conférence de La Haye ; <input type="checkbox"/> Oui – le formulaire est joint ou est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) ou les deux.
l. Les informations mentionnées plus haut sont-elles différentes lorsque la demande est faite par un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou un organisme public demandant le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments. Dans l'affirmative, veuillez spécifier. <small>(art. 36 de la Convention)</small>	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.
m. Existe-t-il quelque différence, en comparaison avec l'information mentionnée plus, si la demande est faite pour une obligation alimentaire autre qu'une obligation alimentaire destinée aux enfants ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

<p align="center">4. DEMANDES DE MODIFICATION D'UNE DÉCISION EN MATIÈRE D'ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS RENDUE DANS VOTRE ÉTAT (art. 10(1) e) et 10(2) b) de la Convention)</p>	
<p>a. Outre le contenu exigé en vertu de l'article 11, et qui est présélectionné, quelles sont les <u>informations</u> dont vous avez besoin afin de traiter une demande de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans votre État ?</p> <p>**Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgence des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention.</p> <p><small>(art. 11, 38, 39 et 40 de la Convention)</small></p>	<p><u>Concernant le créancier :</u></p> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ; <input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée) ; <input checked="" type="checkbox"/> Coordonnées (exigées) ; <input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu ; <input type="checkbox"/> Situation financière, si connus ; <input type="checkbox"/> Actif et passif, si connus ; <input type="checkbox"/> Toute autre information pouvant aider à localiser le créancier ; <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

	<p><u>Concernant le débiteur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance, si connue (exigée) ; <input checked="" type="checkbox"/> Adresse, si connue (exigée) ; <input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu ; <input type="checkbox"/> Situation financière, si connus ; <input type="checkbox"/> Nom et adresse de l'employeur, si connus ; <input type="checkbox"/> Nature et lieu de situation des biens, si connus ; <input type="checkbox"/> Toute autre information pouvant aider à localiser le débiteur ; <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ; <input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ; <input type="checkbox"/> Modalités de garde ; <input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <p><u>Autres informations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée) ; <input checked="" type="checkbox"/> Les motifs au soutien de la demande (exigés) ; <input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements des aliments destinés aux enfants doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées) ; <input checked="" type="checkbox"/> Les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés) ; <input type="checkbox"/> L'opinion du demandeur quant au montant approprié pour la modification des aliments ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
--	---

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>b. Quels <u>documents exigez-vous pour accompagner une demande de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans votre État</u> ? Veuillez spécifier si les documents doivent être des originaux et si les copies doivent être certifiées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Réclamation relative à des dépenses extraordinaires ; <input type="checkbox"/> Fiches de paye ou relevés de salaire établissant un changement de revenu ; <input type="checkbox"/> Accord par écrit entre les parties concernant la modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants ; <input type="checkbox"/> Les informations identifiant la décision visant à être modifiée ; <input type="checkbox"/> La plus récente feuille d'impôt du demandeur, si possible ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>c. Dans quelles circonstances une demande de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans votre État peut-elle être faite ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> La situation de l'enfant a changé de façon à justifier la modification ; <input type="checkbox"/> La situation du débiteur a changé de façon à justifier la modification ; <input type="checkbox"/> La situation du créancier a changé de façon à justifier la modification ; <input type="checkbox"/> Les modalités de garde de l'enfant ont changé de façon à justifier la modification ; <input type="checkbox"/> Le coût de la vie a changé à un tel point qu'il justifie la modification ; <input type="checkbox"/> Si l'ordonnance a été rendue d'un commun accord, le montant accordé n'est plus convenable ou adéquat ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>d. Une modification peut-elle être faite rétroactivement ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier les motifs et les limitations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, <ul style="list-style-type: none"> – Veuillez spécifier les motifs ; – Veuillez spécifier toute limitation.
<p>e. Avez-vous un formulaire prescrit ou souhaité pour une demande de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans votre État ? Dans l'affirmative, veuillez en joindre une copie, un lien vers un site Internet ou les deux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui – le formulaire standard recommandé et publié par la Conférence de La Haye ; <input type="checkbox"/> Oui – le formulaire est joint ou est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) ou les deux.
<p>f. Existe-t-il une quelconque différence, en comparaison avec les informations mentionnées plus haut, si la demande est faite pour une obligation alimentaire autre qu'une obligation alimentaire destinée aux enfants ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>5. DEMANDES DE MODIFICATION D'UNE DÉCISION EN MATIÈRE D'ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS RENDUE DANS UN ÉTAT AUTRE QUE VOTRE ÉTAT (art. 10(1) <i>f</i>) et 10(2) <i>c</i>) de la Convention)</p>	
<p>a. Outre le contenu exigé en vertu de l'article 11, quelles sont les <u>informations</u> dont vous avez besoin afin de traiter une demande de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans un État autre que votre État ?</p> <p>**Il est important de mentionner que des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel, à la confidentialité et à la non-divulgence des renseignements afin de protéger la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne sont prévues aux articles 38, 39 et 40 de la Convention.</p> <p>(art. 11, 38, 39 et 40 de la Convention)</p>	<p><u>Concernant le créancier :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse (exigée) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu ;</p> <p><input type="checkbox"/> Situation financière, si connus ;</p> <p><input type="checkbox"/> Actif et passif, si connus ;</p> <p><input type="checkbox"/> Toute autre information pouvant aider à localiser le créancier ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p> <p><u>Concernant le débiteur :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance, si connue (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse, si connue (exigée) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro de téléphone, si connu ;</p> <p><input type="checkbox"/> Situation financière, si connus ;</p> <p><input type="checkbox"/> Nom et adresse de l'employeur, si connus ;</p> <p><input type="checkbox"/> Nature et lieu de situation des biens, si connus ;</p> <p><input type="checkbox"/> Toute autre information pouvant aider à localiser le débiteur ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p> <p><u>Concernant la personne pour laquelle des aliments sont demandés :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nom complet (exigé) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Date de naissance (exigée) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Modalités de garde ;</p> <p><input type="checkbox"/> Numéro d'identification personnel (tel que le numéro de sécurité sociale) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

	<p><u>Autres informations :</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Nature de la demande (exigée) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les motifs au soutien de la demande (exigés) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Si le demandeur est le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements des aliments destinés aux enfants doivent être effectués ou transmis électroniquement (exigées) ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale responsable du traitement de la demande (exigés) ;</p> <p><input type="checkbox"/> L'opinion du demandeur quant au montant approprié pour la modification des aliments ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.</p>
<p>b. Quels <u>documents exigez-vous pour accompagner une demande de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans un État autre que votre État ?</u> Veuillez spécifier si les documents doivent être des originaux et si les copies doivent être certifiées.</p>	<p><input type="checkbox"/> Le texte complet de la décision ou des décisions ;</p> <p><input type="checkbox"/> Réclamation relative à des dépenses extraordinaires ;</p> <p><input type="checkbox"/> Fiches de paye ou relevés de salaire établissant un changement de revenu ;</p> <p><input type="checkbox"/> Accord par écrit entre les parties concernant la modification de la décision en matière d'aliments destinés aux enfants ;</p> <p><input type="checkbox"/> La plus récente feuille d'impôt du demandeur, si possible ;</p> <p><input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier</p>
<p>c. Les circonstances dans lesquelles une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans un État autre que votre État peut être modifiée sont-elles les mêmes que les circonstances dans lesquelles une décision rendue dans votre propre État peut être modifiée ?</p>	<p><input type="checkbox"/> Non. Veuillez spécifier la différence.</p> <p><input type="checkbox"/> Oui. Voir la réponse à la question II.4.c. plus haut.</p>
<p>d. Avez-vous un formulaire prescrit ou souhaité pour une demande de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans un État autre que votre État ? Dans l'affirmative, veuillez en joindre une copie, un lien vers un site Internet ou les deux.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui – le formulaire standard recommandé et publié par la Conférence de La Haye ;</p> <p><input type="checkbox"/> Oui – le formulaire est joint ou est disponible sur le site Internet dont le lien est mentionné (veuillez fournir ce lien) ou les deux.</p>

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

e. Les modifications peuvent-elles être faites rétroactivement ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier les motifs et les limitations.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, – Veuillez spécifier les motifs ; – Veuillez spécifier toute limitation.
f. Si l'État d'origine modifie une décision en matière d'aliments destinés aux enfants après que vous l'avez reconnue, pouvez-vous reconnaître la modification ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier les limitations et exposer les étapes clés ou exigences.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui – Étapes nécessaires ou exigences ; – Veuillez spécifier toute limitation.
g. Existe-t-il quelque différence, en comparaison avec les informations mentionnées plus haut, si la demande est faite pour une obligation alimentaire autre qu'une obligation alimentaire destinée aux enfants ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

III - INFORMATION CONCERNANT LA LÉGISLATION ET LES PROCÉDURES APPLICABLES EN MATIÈRE D'ALIMENTS DANS VOTRE ÉTAT (art. 57(1) a) de la Convention)

1. OBLIGATIONS ALIMENTAIRES ENVERS UN ENFANT

a. Quelle(s) loi(s) s'applique(nt) aux obligations alimentaires destinés aux enfants dans votre État ? Veuillez indiquer si possible un lien vers un site Internet.	
b. Qui peut être bénéficiaire d'aliments destinés aux enfants ?	<input type="checkbox"/> Tous les enfants, indépendamment de leur statut ; <input type="checkbox"/> Enfant né pendant le mariage ; <input type="checkbox"/> Enfant né hors mariage : <input type="checkbox"/> Reconnu par le père ; <input type="checkbox"/> Pas encore reconnu par le père. <input type="checkbox"/> Enfant adopté ; <input type="checkbox"/> Tout enfant envers lequel une personne agit en lieu et place d'un parent (<i>in loco parentis</i>) ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
c. Qui est le créancier en matière d'obligations alimentaires destinées aux enfants ?	<input type="checkbox"/> Enfant ; <input type="checkbox"/> Parent gardien ou autre personne responsable de l'enfant ; <input type="checkbox"/> Organismes publics ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>d. Quels éléments peuvent être inclus dans une décision en matière d'aliments destinés aux enfants ? Veuillez spécifier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Paiements périodiques des aliments envers les enfants ; <input type="checkbox"/> Sommes forfaitaires ; <input type="checkbox"/> Frais de garde d'enfants ; <input type="checkbox"/> Activités parascolaires ; <input type="checkbox"/> Frais médicaux ou dentaires ; <input type="checkbox"/> Frais d'avocat ; <input type="checkbox"/> Dépenses extraordinaires, veuillez spécifier ; <input type="checkbox"/> Autres frais judiciaires, veuillez spécifier ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>e. Une décision en matière d'aliments destinés aux enfants peut-elle faire l'objet d'un ajustement automatique ? Si oui, quelles sont les mécanismes et à quelle fréquence ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <ul style="list-style-type: none"> – Énumérer les mécanismes : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Par indexation ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. – À quelle fréquence ?
<p>f. Une décision en matière d'aliments destinés aux enfants peut-elle prise rétroactivement ? Si oui, quelle est la première date à partir de laquelle la décision peut s'appliquer ? Veuillez spécifier toute limitation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Date de l'introduction des procédures ; <input type="checkbox"/> Date de séparation ; <input type="checkbox"/> Date de la suspension volontaire des paiements ; <input type="checkbox"/> Une certaine période à partir de l'introduction des procédures, veuillez spécifier ; <input type="checkbox"/> Autres, veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> Limitations, veuillez spécifier.
<p>g. Jusqu'à quel âge une obligation alimentaire peut être destinée aux enfants ? Veuillez fournir un extrait des lois de votre État. (art. 32(4) de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Jusqu'à l'âge de 18 ans ; <input type="checkbox"/> Jusqu'à l'âge de 19 ans ; <input type="checkbox"/> Jusqu'à l'âge de 21 ans ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>h. Dans quelles circonstances une obligation alimentaire destinée aux enfants peut-elle prendre fin avant la durée habituelle ? (art. 32(4) de la Convention)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'enfant est émancipé avant la fin de la durée habituelle ; <input type="checkbox"/> L'enfant se marie ; <input type="checkbox"/> L'enfant est adopté par une personne autre que le débiteur ; <input type="checkbox"/> L'enfant a été retiré de sa famille et se retrouve sous la tutelle de l'État ;

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

	<input type="checkbox"/> La décision en matière d'aliments destinés aux enfants établie que l'obligation alimentaire se termine avant la durée habituelle ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>i. Une obligation alimentaire destinée aux enfants peut-elle être prorogée au-delà de la durée habituelle ? Dans l'affirmative, quelles sont les circonstances ? (art. 32(4) de la Convention)</p>	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Afin de permettre à l'enfant d'achever son éducation secondaire ; <input type="checkbox"/> Afin de permettre à l'enfant d'achever ses études supérieures ; <input type="checkbox"/> Si l'enfant a dépassé l'âge coïncidant avec la fin de la durée habituelle et est à la charge d'un parent mais incapable, pour raison de santé, d'invalidité ou autre, de se soustraire à cette charge ou d'obtenir les nécessités de la vie ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
<p>j. Est-il nécessaire que d'autres procédures soient introduites ou aient pris fin avant qu'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants puisse être rendue dans votre État ?</p>	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier <u>Si les parties sont mariées :</u> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les procédures de divorce doivent être introduites ; <input type="checkbox"/> Les procédures de divorce doivent être terminées ; <input type="checkbox"/> Les procédures relatives aux biens des époux doivent être introduites ; <input type="checkbox"/> Les procédures relatives aux biens des époux doivent être terminées. <u>Si les parties sont / étaient mariées :</u> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les procédures concernant la garde de l'enfant doivent être introduites ; <input type="checkbox"/> Les procédures concernant la garde de l'enfant doivent être terminées. <u>Si l'enfant est né hors mariage :</u> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les procédures concernant la paternité doivent être introduites ; <input type="checkbox"/> Les procédures concernant la paternité doivent être terminées.

Dernière mise à jour: [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

2. OBLIGATIONS ALIMENTAIRES CONCERNANT LES AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE	
a. De quelles autres relations peut découler une obligation alimentaire dans votre État ?	<input type="checkbox"/> Mariage ; <input type="checkbox"/> Cohabitation ; <input type="checkbox"/> Relation de même sexe ; <input type="checkbox"/> Frère et sœur ; <input type="checkbox"/> Parent à charge ; <input type="checkbox"/> Grand-parent à charge ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
b. Pour chacune des relations spécifiées à la question a. ci-dessus, quelle(s) loi(s) s'applique(nt) aux obligations alimentaires dans votre État ? Veuillez indiquer si possible un lien vers un site Internet.	
c. Pour chacune des relations spécifiées à la question a. plus haut, quels éléments peuvent être inclus dans une décision en matière d'aliments ?	<input type="checkbox"/> Paiements périodiques des aliments ; <input type="checkbox"/> Sommes forfaitaires ; <input type="checkbox"/> Frais d'avocat ; <input type="checkbox"/> Dépenses extraordinaires, veuillez spécifier ; <input type="checkbox"/> Autres frais judiciaires, veuillez spécifier ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
d. Pour chacune des relations spécifiées à la question a. plus haut, une décision en matière d'aliments peut-elle faire l'objet d'un ajustement automatique ? Dans l'affirmative, quelles sont les mécanismes et à quelle fréquence ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui – Énumérer les mécanismes : <input type="checkbox"/> Par indexation ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. – À quelle fréquence ?
e. Pour chacune des relations spécifiées à la question a. plus haut, une décision en matière d'aliments peut-elle être prise rétroactivement ? Dans l'affirmative, quelle est la première date à partir de laquelle la décision peut s'appliquer ? Veuillez spécifier tout délai de prescription.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Date d'introduction des procédures ; <input type="checkbox"/> Date de séparation des parties ; <input type="checkbox"/> Date de la cessation volontaire des paiements ; <input type="checkbox"/> Une certaine période de temps à partir de l'introduction des procédures, veuillez spécifier ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier. <input type="checkbox"/> Y a-t-il des délais de prescription, veuillez spécifier ?

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

f. Est-il nécessaire que des procédures soient introduites ou aient pris fin avant qu'une décision en matière d'aliments puisse être rendue dans votre État ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier <u>Si les parties sont mariées :</u> <input type="checkbox"/> Les procédures de divorces doivent être introduites ; <input type="checkbox"/> Les procédures de divorces doivent être terminées ; <input type="checkbox"/> Les procédures relatives aux biens des époux doivent être introduites ; <input type="checkbox"/> Les procédures relatives aux biens des époux doivent être terminées.
---	---

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

3. INFORMATION CONCERNANT LES SYSTÈMES PERMETTANT DE FOURNIR DES PRESTATIONS À TITRE D'ALIMENTS (art. 36 de la Convention)	
a. Votre État a-t-il quelconque organisme public qui paie <u>des aliments</u> , à la place du débiteur, aux personnes en droit de recevoir des aliments ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
b. Dans l'affirmative, veuillez présenter un bref exposé du système.	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

4. INFORMATIONS RELATIVES A LA SIGNIFICATION ET A LA NOTIFICATION DES ACTES	
a. À quels traités portant sur la signification et la notification des actes et applicables aux décisions en matière d'aliments, votre État est-il Partie ?	<input type="checkbox"/> Spécifier les traités multilatéraux pertinents <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
b. Veuillez fournir les coordonnées des Autorités centrales responsables pour chacun des traités indiqués à la question 4.a.	
c. Lorsqu'une décision en matière d'aliments est rendue dans votre État, quels sont les exigences légales relatives à la signification et la notification des actes au débiteur, dont celles applicables lorsque le débiteur se trouve dans un pays étranger ?	<input type="checkbox"/> Signification à personne ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

IV – INFORMATIONS RELATIVES AUX RÈGLES ET PROCÉDURES D'EXÉCUTION DANS VOTRE ÉTAT (art. 57(1) <i>d</i>) de la Convention)	
1. INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT L'EXÉCUTION DANS VOTRE ÉTAT	
a. Existe-t-il un délai applicable à l'exécution des obligations alimentaires destinées aux enfants ? (art. 57(1) <i>d</i>) de la Convention)	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.
b. Existe-t-il d'autres limitations à l'exécution ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.
c. Un débiteur peut-il invoquer la prescription de l'action en justice aux fins d'aliments en raison de l'absence d'action de la part du créancier ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.
d. Un ordre de priorité est-il appliqué à l'égard des créanciers lorsqu'il existe plusieurs obligations alimentaires de différentes relations antérieures ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.
e. Une distribution proportionnelle est-elle appliquée à l'égard des créanciers lorsqu'il existe plusieurs obligations alimentaires découlant de différentes relations antérieures ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

2. RÈGLES DE PROTECTION DU DÉBITEUR	
a. Veuillez spécifier toute règle de protection du débiteur qui s'applique au recouvrement des aliments dans votre État.	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

3. APERÇU DES PROCÉDURES EN MATIÈRE D'EXÉCUTION DANS VOTRE ÉTAT	
a. Veuillez présenter un bref aperçu du / des processus utilisé(s) lorsque vous exécutez une décision dans votre État. Veuillez indiquer les délais.	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

4. MESURES DISPONIBLES AFIN D'EXÉCUTER DES DÉCISIONS EN MATIÈRE D'ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS (art. 34 de la Convention)

a. Quelles mesures sont disponibles dans votre État afin d'exécuter des décisions en matière d'aliments destinés aux enfants ?

(art. 34 de la Convention)

- Saisie des salaires ;
- Saisies ou saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources ;
- Saisie et vente d'actifs ;
- Déductions sur les prestations de sécurité sociale ;
- Gage sur les biens ou leur vente forcée ;
- Retenue ou saisie des remboursements d'impôt ;
- Retenue ou saisie des pensions de retraite ;
- Saisie des paiements de sommes forfaitaires ;
- Signalement aux organismes de crédit ;
- Refus de délivrance, la suspension ou le retrait de divers permis (par exemple, passeport, permis de conduire) ;
- Incarcération ;
- Audience portant sur le défaut de paiement ;
- Le pouvoir d'interdire un débiteur de quitter le territoire de votre État ;
- Saisie des gains de loteries ou de jeux ;
- Poursuite criminelle pour le motif du non-respect du devoir de payer une obligation alimentaire ;
- Recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres modes alternatifs de résolution des différends afin de favoriser une exécution volontaire ;
- Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

V – AUTRES INFORMATIONS	
1. INFORMATIONS CONCERNANT LE PAIEMENT (LIEU OÙ LES PAIEMENTS DOIVENT ÊTRE EFFECTUÉS) (art. 11(1) f) de la Convention)	
a. Lorsque vous agissez en tant qu'État requérant, à quel endroit les paiements doivent-ils être envoyés ?	<input type="checkbox"/> Directement au créancier ; <input type="checkbox"/> Au représentant du créancier ; <input type="checkbox"/> À l'Autorité centrale ; <input type="checkbox"/> En un lieu centralisé, autre que l'Autorité centrale ; <input type="checkbox"/> Si plusieurs options s'appliquent, veuillez spécifier.
b. Lorsque vous agissez en tant qu'État requérant et que vous recevez les paiements d'aliments en un lieu centralisé autre que l'Autorité centrale, veuillez indiquer les informations suivantes.	Nom du lieu centralisé Adresse No de téléphone No de télécopieur Courriel Adresse de site Internet Personne(s) à contacter Nom et adresse de la banque :
c. Lorsque vous agissez en tant qu'État requérant, sous quelle forme les paiements des aliments peuvent-ils être reçus dans votre État ? Veuillez cocher tout ce qui s'applique. Si la réponse dépend de la personne destinataire du paiement, veuillez aussi cocher « Autre » et spécifier.	<input type="checkbox"/> En espèces ; <input type="checkbox"/> Par chèque ou mandat ; <input type="checkbox"/> Par transfert électronique de fonds, veuillez fournir les détails ; <input type="checkbox"/> Par carte de crédit ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
d. Lorsque vous agissez en tant qu'État requis, sous quelle forme les paiements des aliments peuvent-ils être effectués dans votre État ? Veuillez cocher tout ce qui s'applique. Si la réponse dépend de la personne destinataire du paiement, veuillez aussi cocher « Autre » et spécifier.	<input type="checkbox"/> En espèces ; <input type="checkbox"/> Par chèque ou mandat ; <input type="checkbox"/> Par transfert électronique de fonds, veuillez fournir les détails ; <input type="checkbox"/> Par déduction sur le salaire ; <input type="checkbox"/> Par retrait pré-autorisé sur un compte tenu par une institution financière ; <input type="checkbox"/> Par carte de crédit ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

e. Quelles sont les actions prises par votre État afin de réduire les coûts et les frais associés au traitement des paiements internationaux ? Veuillez cocher tout ce qui s'applique.

- Tous les paiements sont traités par une autorité désignée.
- Tous les paiements sont traités dès réception.
- Les paiements inférieurs à un certain montant ne sont pas traités. Veuillez spécifier le montant minimum traité _____ et la devise.
- Les paiements inférieurs à un certain montant sont perçus, déposés et réunis en un seul paiement envoyé selon un échéancier convenu avec le créancier. Veuillez spécifier le montant et la devise.
- Autre, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

FIN DE LA PHASE 1

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

PHASE 2

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES	
1. APERÇU DES PROCESSUS UTILISÉS LORSQU'UNE DEMANDE EST FAITE EN VERTU DE L'ARTICLE 10 DE LA CONVENTION	
<p>a. Veuillez donner un bref aperçu de la/des procédure(s) suivie(s) lorsque votre État reçoit une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans un État contractant. Veuillez indiquer quelle est l'autorité qui reçoit la demande, où elle est envoyée pour être traitée, quelles mesures sont prises et ce qui se déroule en cas de contestation de la reconnaissance. Le but de cette question est de permettre à la personne responsable du dossier de l'État requérant d'avoir une compréhension générale des étapes qui vont survenir lors du traitement de la demande. Veuillez indiquer les délais.</p>	
<p>b. Veuillez donner un bref aperçu de la/des procédure(s) suivie(s) lorsque votre État reçoit une demande d'exécution d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue ou reconnue dans votre État. Veuillez indiquer quelle est l'autorité qui reçoit la demande, où elle est envoyée pour être traitée, quelles mesures sont prises et ce qui se déroule en cas de contestation du recouvrement. Le but de cette question est de permettre à la personne responsable du dossier de l'État requérant d'avoir une compréhension générale des étapes qui vont survenir lors du traitement de la demande. Veuillez indiquer les délais.</p>	
<p>c. Veuillez donner un bref aperçu de la/des procédure(s) suivie(s) lorsque votre État reçoit une demande d'obtention d'une décision. Veuillez indiquer quelle est l'autorité qui reçoit la demande, où elle est envoyée pour être traitée, quelles mesures sont prises. Le but de cette question est de permettre à la personne chargée du dossier de l'État requérant d'avoir une compréhension générale des étapes qui vont survenir lors du traitement de la demande. Veuillez indiquer les délais.</p>	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

<p>d. Veuillez donner un bref aperçu de la/des procédure(s) suivie(s) lorsque votre État reçoit une demande de modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants rendue dans votre État. Veuillez indiquer quelle est l'autorité qui reçoit la demande, où elle est envoyée pour être traitée, quelles mesures sont prises. Le but de cette question est de permettre à la personne responsable du dossier de l'État requérant d'avoir une compréhension générale des étapes qui vont survenir lors du traitement de la demande. Veuillez indiquer les délais.</p>	
<p>e. Veuillez donner un bref aperçu de la/des procédure(s) suivie(s) lorsque votre État reçoit une demande de modification d'une décision en matière d'aliment destinés aux enfants ayant été rendue dans un État autre que votre État. Veuillez indiquer quelle est l'autorité qui reçoit la demande, où elle est envoyée pour être traitée, quelles mesures sont prises. Le but de cette question est de permettre à la personne responsable du dossier de l'État requérant d'avoir une compréhension générale des étapes qui vont survenir lors du traitement de la demande. Veuillez indiquer les délais.</p>	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

<p>2. MÉTHODES DE CALCUL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS DANS VOTRE ÉTAT</p>	
<p>a. L'évaluation de l'obligation alimentaire destinée aux enfants est-elle basée sur une formule, sur des lignes directrices ou sur d'autres critères ? Veuillez exposer les principaux éléments pris en considération lors de l'évaluation.</p>	<p><input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez exposer les principaux éléments.</p>
<p>b. Quelle(s) loi(s) s'applique(nt) à l'évaluation de l'obligation alimentaire destinés aux enfants ? Fournissez si possible un lien vers un site Internet.</p>	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

**LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)**

3. ÉTABLIR LA FILIATION	
a. Quelle(s) loi(s) s'applique(nt) à l'établissement de la filiation dans le contexte des procédures en matière d'obligation alimentaire destinés aux enfants ? Fournissez si possible un lien vers un site Internet.	
b. Quelles sont les méthodes légales d'établissement de la filiation dans le contexte des procédures en matière d'obligation alimentaire destinés aux enfants ?	<input type="checkbox"/> Établissement de la filiation par présomption ; <input type="checkbox"/> Établissement de la filiation par reconnaissance ; <input type="checkbox"/> Établissement de la filiation par décision judiciaire ; <input type="checkbox"/> Établissement de la filiation par décision administrative ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
c. Veuillez donner un bref aperçu relatif à la manière dont la ou les méthode(s) d'établissement de la filiation mentionnée(s) ci-dessus est ou sont appliquée(s) dans le contexte des procédures en matière d'obligation alimentaire destinés aux enfants.	
d. Veuillez décrire les méthodes scientifiques ou médicales (test ADN) utilisées pour établir la filiation, dont les exigences et restrictions et la manière dont elles s'appliquent dans le contexte des procédures en matière d'obligation alimentaire destinés aux enfants.	
e. Veuillez indiquer les frais généralement liés à l'établissement de la filiation dans votre État, la personne ou l'entité qui devra les assumer, s'ils peuvent être couverts par l'assistance juridique et s'il existe en la matière des distinctions entre les résidents et les non résidents.	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

4. À LA SUITE DE LA RECONNAISSANCE D'UNE DÉCISION PAR UN AUTRE ÉTAT	
a. Lorsqu'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants est reconnue par un autre État, avez-vous besoin d'en être informé ?	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
b. La reconnaissance par un autre État affecte-t-elle le statut de la décision initiale dans votre État ? Dans l'affirmative, veuillez spécifier.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier.

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)

LE NOM DU PAYS AYANT COMPLÉTÉ LE PROFIL APPARAÎTRA À CET ENDROIT
(Ceci sera fait automatiquement dans la version électronique du Profil.)

5. AUTRES INFORMATIONS POUVANT ÊTRE UTILES	
a. Veuillez décrire, sous forme d'organigramme, les règles à suivre pour obtenir une décision dans votre État.	
b. Existe-t-il des délais durant lesquels des arrérages peuvent être exécutés ? Veuillez spécifier les délais et les extraits des lois de votre État. (art. 32(5) de la Convention)	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier les délais et les extraits des lois de votre État.
c. Qu'arrive-t-il lorsqu'un débiteur paie un montant mensuellement, mais que le montant déboursé ne couvre pas entièrement l'obligation alimentaire actuelle ainsi que les arrérages ? Comment déterminez-vous quelle dette sera honorée en premier lieu et qui prend une telle décision ?	
d. En présence de plusieurs saisies-arrêts/retenues sur le revenu d'un débiteur, les obligations alimentaires ont-elles priorité sur les autres dettes ?	<input type="checkbox"/> Oui ; <input type="checkbox"/> Oui, dans certaines circonstances. Veuillez expliquer ; <input type="checkbox"/> Non, veuillez spécifier l'ordre de priorité.
e. Est-il possible de percevoir des intérêts sur les arrérages dans votre État ? Y a-t-il des limitations ? Si oui, veuillez spécifier.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, veuillez spécifier les limitations.
f. Comment est traité une demande en matière d'aliments destinés aux enfants en vertu de vos lois sur la faillite ? (Par exemple, existe-t-il une différence selon qu'il existe une ordonnance en matière d'aliments ?)	
g. Quelles sont les procédures lorsqu'un débiteur quitte votre État ?	<input type="checkbox"/> Aviser l'État requérant initial ; <input type="checkbox"/> Mettre fin aux procédures ; <input type="checkbox"/> Autre, veuillez spécifier.
h. Veuillez donner un bref aperçu de la procédure qui s'applique lorsqu'un créancier ou un débiteur veut former un appel contre une décision dans votre État.	

Dernière mise à jour : [INSÉRER LA DATE] (Ceci sera fait automatiquement dans le format électronique du Profil.)